

Victoire par substitution : le désengagement français d'Indochine en 1954

Naomi Black

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700325ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700325ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Black, N. (1973). Victoire par substitution : le désengagement français d'Indochine en 1954. *Études internationales*, 4(3), 253–275.
<https://doi.org/10.7202/700325ar>

VICTOIRE PAR SUBSTITUTION : LE DÉSENGAGEMENT FRANÇAIS D'INDOCHINE EN 1954

par Naomi BLACK *

Cet article se propose de montrer comment le retrait de la France d'Indochine en 1954 est un exemple typique de la façon dont une nation s'y prend pour accepter une défaite. Nous utiliserons l'expression « victoire par substitution » pour rendre compte d'un changement de perception qui permet un désengagement psychologique, puis physique, d'un combat où la victoire réelle est impossible. Il arrive dans certaines circonstances très spéciales qu'un échec de politique étrangère soit perçu comme un succès et qu'une nation en vienne à accélérer l'avènement d'une défaite inévitable. C'est ainsi que les Accords de Genève en 1954 ont été conçus en France comme une victoire sur les Américains qui souhaitaient que la France poursuive le combat. Les Français parvinrent alors à accepter l'accord en dépit de sa signification pour la présence et l'influence française en Indochine. En Algérie, la défaite des *colons* compensa la victoire du FLN. De même, la Grande-Bretagne parvint à réaliser un accord qui lui arrachait Chypre mais qui empêchait l'*Enosis*¹, en dépit des vœux de ses alliés grecs, ainsi que le partage de l'île exigé par les Turcs².

Cette étude se fonde sur l'approche « décisionnelle » que Richard Snyder et ses collègues ont commencé à développer pour l'étude de la politique étrangère³. Le cas de l'Indochine montre comment un changement dans les perceptions des dirigeants peut fournir « l'occasion d'une décision », même en l'absence d'autres incitations ou stimuli⁴. En général, cette étude de cas semble pouvoir s'appliquer aux diverses

* Professeur adjoint au Département de science politique de l'Université York.

1. *Enosis* signifie l'union de Chypre à la Grèce.

2. Naomi, ROSENBAUM, « Cyprus and the United Nations », *La Revue canadienne d'économie et de science politique*, XXXIII, n° 2, mai 1967 ; aussi « Success in Foreign Policy: The British in Cyprus, 1878-1960. » *Canadian Journal of Political Science*, III, n° 4, décembre 1970.

3. La source principale à cet égard est Richard C., SNYDER, H. W., BRUCK, et Burton SAPIN, (éd.), *Foreign Policy Decision-Making*, New York, 1962, surtout l'article de C. SNYDER et Glenn PAIGE, « The U.S. Decision to Resist Aggression in Korea », PAIGE dans *The Korean Decision*, June 24-30, 1950, New York, 1968, donne une histoire complète de la décision en Corée ainsi qu'une version légèrement différente du cadre d'analyse. Robinson et Majak amplifient les sections portant sur l'étude des motivations tandis que James N. ROSENAU, « The Premises and Promises of Decision-Making », dans James C. CHARLESWORTH (éd.), *Contemporary Political Analysis*, New York, 1967, donne, outre un sommaire du cadre de Snyder, une évaluation très pessimiste de l'approche. On trouvera un résumé utile chez James A. ROBINSON et Richard C.

formes de guerres sans issue. Elle démontre en particulier le processus par lequel les puissances impériales ont pu mettre fin à leur propre résistance aux guérillas d'indépendance. Outre cette pertinence sur le plan historique, la victoire par substitution peut fort bien constituer à l'avenir la solution pour mettre fin à des interventions extérieures dans des conflits internes ou dans des alliances en péril⁵. Cet article mettra surtout l'accent sur le changement dans les perceptions des élites françaises à propos d'une solution négociée de la guerre d'Indochine, ainsi que le révèlent certains éditoriaux du journal *Le Monde*⁶.

I

Une victoire par substitution peut tirer un pays d'une impasse si 1) la défaite peut être ajournée indéfiniment sans pouvoir toutefois se transformer en victoire sur l'ennemi original, si 2) l'adversaire ne peut vaincre par lui-même ou même avec l'appui de ses alliés et si 3) un tiers y perdrait à ce qu'il soit mis fin au conflit ou à ce qu'un accord soit négocié. Si ces trois conditions sont remplies, on peut percevoir toute tentative de mettre fin au conflit comme un effort pour imposer la défaite au tiers, à l'ennemi de « substitution ». Il est alors possible pour le perdant d'ignorer son propre échec dans le combat initial. L'ennemi original, qui est le véritable vainqueur, est dénigré parce qu'il n'est pas parvenu à gagner sans l'aide du pays qui a mis fin au combat. De façon très caractéristique, le tiers qui devient l'ennemi de substitution a débuté en tant qu'allié. Dans les cas de décolonisation, il arrive fréquemment que ce soient les colons qui jouent ce rôle.

Le besoin comme les conditions d'une victoire par substitution résultent en général de guerres où la victoire véritable est irréalisable pour quelque participant que ce soit⁷. De nos jours, les guerres ressemblent rarement aux conflits frontaliers conventionnels ou aux antagonismes idéologiques du passé, traversant des frontières nationales bien délimitées, et évaluées en termes de ressources contrôlées ou détruites. À notre époque, les guerres les plus courantes ont pour noms « guerres révolutionnaires », « guerres du peuple » ou « guerres de libération »⁸. Ce sont les descendants directs des soulèvements anticoloniaux qui mirent fin aux empires européens. Comme les

SNYDER, « Decision-Making in International Politics, » dans H. C. KELMAN, éd., *International Behaviour*, New York, 1965, pp. 440-442. Le livre de Richard C. SNYDER et Edgar S. FURNISS, *American Foreign Policy: Formulation, Principles and Programs*, New York, 1964, traduit le schéma d'une façon moins technique. Enfin, l'ouvrage publié sous la direction de Charles F. HERMANN, *International Crisis*, New York, 1972, apporte des éléments additionnels, y compris la première tentative, due à l'auteur, de comparer les crises de Corée et des missiles à Cuba.

4. ROBINSON et SNYDER, « Decision-Making... », *op. cit.*, pp. 440-442.

5. *Journal of International Affairs*, XXII, n° 2, 1968; numéro spécial: « Intervention and World Politics. »

6. *Le Monde*, Paris, mars-décembre 1954.

7. Par victoire véritable, on entend ici une issue constatée par tous les participants et bon nombre d'observateurs extérieurs, où l'un des antagonistes a réalisé ses objectifs au détriment de son adversaire. On part de l'hypothèse d'un « jeu à somme nulle ».

8. Ces expressions sont interchangeable, dépendamment des options politiques spécifiques, même si, à l'origine, elles étaient supposées avoir chacune un sens technique précis. Voir Harry ECKSTEIN, *Internal War: Problems and Approachs*, New York, 1964, particulièrement son essai introductif « Toward the Theoretical Study of Internal War ». Une définition classique est la suivante: « des luttes armées entreprises par une minorité contrôlant progressivement la population et fournissant à celle-ci

guerres de décolonisation, les soulèvements antiimpérialistes du jour s'opèrent essentiellement par voie de guérilla; comme les guerres de décolonisation, ils ont tendance à impliquer les puissances extérieures majeures⁹.

Il n'y aura plus beaucoup de guerres où des puissances impériales résisteront à la décolonisation, non pas parce que les puissances coloniales sont devenues plus sages mais bien parce qu'il ne reste que peu de colonies. Par contre, on peut s'attendre à une série de guerres d'insurrection diverses. Étant donné l'ubiquité des programmes d'aide extérieure, on peut également s'attendre à une ingérence continue des puissances extérieures. Même si l'expérience américaine au Viêt-nam décourage en partie le recours au personnel militaire étranger, l'aide ne peut manquer d'avoir pour conséquence l'empêchement du pays donateur. D'une certaine façon les alliances sont une forme institutionnalisée d'enchevêtrement, assurant, pour l'avenir, aide et soutien¹⁰. La fin d'une alliance est difficile à réaliser, tout comme il est difficile d'admettre la défaite, même celle d'une réforme ou d'un décollage économique. On ne peut même pas s'avouer à soi-même son impuissance. Là encore, quelque chose qui ressemblerait à une victoire par substitution laisserait une porte de sortie alors que les perceptions se redirigeraient vers quiconque susceptible de ressentir les effets d'une interruption de l'assistance. Dans cette optique, les ennemis de substitution les plus probables seraient les gouvernements clients infructueux ou les alliés ingrats refusant d'accorder une aide pleine et entière. Il en a été ainsi pour les États-Unis et la Chine, semble-t-il, dans le cas de l'acceptation par le Pakistan d'un cessez-le-feu au Bangladesh.

Il est essentiel de préciser deux choses. Premièrement, les guérillas, de nos jours, sont endémiques et la plupart des pays sous-développés sont destinés à les connaître, sous une forme ou sous une autre. Deuxièmement, ces types de conflits, qui impliquent nécessairement les grandes puissances, sont insolubles par des moyens militaires. Les quelques rares cas où l'une ou l'autre partie a « gagné » ne sont pas du tout caractéristiques. Au Malaya et en Grèce, une partie importante de la population était irréductiblement hostile aux maquisards et le soutien extérieur apporté aux combattants avait été efficacement intercepté¹¹. Il ne semble pas que d'autres guerres révolutionnaires doivent voir le jour sous cette forme. On peut au contraire s'attendre à la répétition de conflits semblables à ceux d'Indochine. Ici, la contre-révolution encourageait l'appui local en faveur des insurgés sans parvenir à porter de coups durs aux révolutionnaires eux-mêmes. À mesure que croissait l'aliénation locale, l'engagement envers la victoire des forces de la métropole¹² et les coûts d'une guerre, que d'aucuns croyaient de courte durée et peu coûteuse, allaient croître de pair. Ce n'est que petit à petit que la métropole réalise qu'elle ne peut utiliser toutes ses réserves de puissance pour gagner le combat par la force des armes. Une puissance majeure ne parvient pratiquement pas à admettre qu'elle ne soit pas capable de réprimer une

des motifs d'agir contre le pouvoir établi ou contre une autorité qu'elle refuse ». (« Ximenes » dans « La guerre révolutionnaire et ses données fondamentales », *Revue Militaire d'Information*, n° 281, février-mars 1957, p. 11, cité par Stéphane BERNARD, *Le Conflit franco-marocain, 1943-1955*, Bruxelles, 1963, tome 2, p. 105).

9. James N. ROSENAU, éd., *International Aspects of Civil Strife*, Princeton, N. J., 1964.

10. Robert OSGOOD, *Nato? The Entangling Alliance*, Chicago, 1962.

11. Robert G. K. THOMPSON, *Defeating Communist Insurgency: The Lessons of Malaya and Vietnam*, New York, 1966.

12. « Métropole » semble une expression moins malvenue que « puissance impériale » ou « mère-patrie ».

révolte. Par ailleurs, des restrictions internes sur l'effort de guerre surgissent, comme la crainte de l'escalade ou, plus important, la conviction permanente que la guerre ne nécessite qu'un volume limité de ressources. Il en découle que l'engagement matériel et physique de la métropole dans la guerre croît à un rythme lent, suffisant pour empêcher les insurgés de vaincre mais insuffisant pour les battre¹³. Comme l'a montré Bernard Fall, l'équipement français en Indochine était toujours en-dessous du niveau requis. Fall estime que c'est là une des raisons principales de la chute de Dien Bien Phu en 1954¹⁴. Même la plus gigantesque opération militaire a ses limites ; par exemple, en Indochine, le plan Navarre (1953-54) n'aurait pas pu réussir sans un niveau et une forme d'engagement américain que le concept de guerre « limitée » excluait en principe¹⁵.

De même, bien que les guérilleros réussissent généralement à conserver suffisamment de forces pour prolonger indéfiniment la guerre, ils ne semblent pas pouvoir obtenir de victoires décisives¹⁶. Une fois de plus, les quelques cas de victoire ne signifient pas grand-chose. À Cuba et en Chine, la guerre était surtout menée contre des régimes locaux, très impopulaires, mal équipés et mal commandés. Dans d'autres guerres révolutionnaires, les puissances métropolitaines ont été des nations puissantes, capables, si cela en valait la peine, de supporter des coûts considérables pendant des périodes très longues. Leur propre légitimité ainsi que leur stabilité n'étaient qu'indirectement et faiblement affectées par les activités de guérilla¹⁷. Pour leur part, les guérilleros n'ont aucune incitation à abandonner la bataille ; l'expérience et l'idéologie leur enseignent que de telles guerres s'achèvent par le retrait de la puissance métropolitaine. L'étape ultime de la guerre, qui peut durer très longtemps, n'est somme toute qu'un cul-de-sac militaire sans vainqueur, ni vaincu, de temps en temps voilé par le succès momentané de l'un ou l'autre adversaire. Comme personne ne peut forcer la victoire, la situation militaire n'offre aucune incitation ou – plus important encore – aucune possibilité autre que celle de poursuivre la lutte.

La métropole n'est vraisemblablement résignée à se retirer qu'au moment où les coûts tant physiques que psychologiques, deviennent inacceptables¹⁸. En principe, un échec militaire sévère ou inattendu devrait être suffisant pour administrer le coup de

13. K. W. DEUTSCH, « External Involvement in Internal War » dans Harry ECKSTEIN, éd., *Internal War: Problems and Approaches*, New York, 1964, parle d'un modèle de « coexistence concurrentielle entre deux types de cochenilles dans un sac de farine » (p. 105) et propose différentes façons de calculer les facteurs cumulatifs d'attraction et de recrutement.

14. Bernard FALL, *Hell in a Very Small Place*, New York, 1966.

15. FALL, *op. cit.*, pp. 293-294 ; Joseph BUTTINGER, *Vietnam: A Dragon Embattled*, New York, 1967, p. 818.

16. Le premier et le plus grand théoricien de la guérilla, T. E. Lawrence, en connaissait parfaitement les limites : « Les batailles en Arabie étaient une erreur puisque nous n'y gagnions que le nombre de munitions tirées par l'ennemi... Nos atouts étaient le temps et la vitesse et non la puissance de feu. » Régis Debray, qui n'hésite pourtant pas à donner la priorité à l'agitation militaire avant l'agitation politique, met en garde contre « une tactique qui consisterait à entreprendre des batailles décisives qui risquent de coûter la révolution » (T. E. LAWRENCE, *Seven Pillars of Wisdom*, New York, 1962, p. 199 ; Régis DEBRAY, *Revolution in the Revolution?*, New York, 1967, pp. 58-59 et voir S. BERNARD, *Le conflit franco-marocain, 1943-1955*, Bruxelles 1963 (trois tomes), tome 2, pp. 116ss.).

17. Ce fut le cas des Britanniques à Chypre et au Kenya, des Français en Algérie et des Américains au Viêt-nam. Le ressac est venu surtout de l'opinion interne et des pressions internationales à caractère non militaire. Voir par exemple le *Plan général préparatoire* pour le conflit de Chypre (Charles FOLEY, 1947, p. 204).

18. « Inacceptable » signifie ici pratiquement un refus, peut-être une disposition au rejet à la moindre excuse.

grâce aux motivations métropolitaines et constituer l'occasion ou l'excuse du retrait. De même, un changement de régime devrait fournir l'occasion d'une révision rituelle des politiques antérieures. Pourtant, ni l'un ni l'autre de ces événements ne semble préluder de façon typique à la fin des guerres révolutionnaires¹⁹. Les pressions de l'environnement interne, tout comme les pressions du système politique international, semblent avoir un impact cumulatif qu'il est très difficile de calculer. À la fin, les coûts dépassent le seuil de tolérance mais le processus semble graduel, sans cassures nettes qui forceraient les dirigeants à poser un geste ou faire un choix, fût-ce celui de continuer la politique antérieure.

La « victoire par substitution » se sert de certaines occasions comme excuses pour justifier un retrait; elle ne constitue donc pas uniquement une réponse à de telles occasions. Si l'occasion fait défaut, alors le mécontentement, les coûts et même les manifestations continuent à s'accumuler sans parvenir à modifier les motivations. Le dégagement survient enfin quand l'image de la situation change de telle sorte qu'une décision nouvelle soit possible et permette une transformation du comportement. Ce processus diffère donc des manœuvres pour sauver la face ou pour trouver un bouc émissaire. Plutôt que de servir à justifier une défaite rétroactivement, la victoire par substitution est la forme d'attitude qui rend possible la défaite. La nouvelle perspective précède l'action qui, à son tour, est nécessaire pour l'abandon ultime et irrévocable de l'objectif initial: la vraie victoire. Ainsi, en 1958-59, les Britanniques ont présidé aux accords sur Chypre en y étant partie obligée; ils ont ainsi délibérément perdu Chypre tout en empêchant l'*enosis* et le partage. La France elle-même a finalement posé un geste pour mettre un terme à ses possessions en Afrique. Les accords de Genève de 1954 n'auraient pu être signés sans la coopération de la France. En effet, les Français eurent même le rôle titre sur la scène à Genève. Incapables de conserver l'Indochine, ils pouvaient néanmoins faire d'une grande défaite américaine le prix de leur soumission. En termes psychologiques, il semblerait que la possibilité de frapper un grand coup dans une direction donne un sentiment d'efficacité qui compense en partie l'obligation d'admettre la faiblesse dans une autre direction. Il va de soi que la compensation s'effectue d'autant mieux si l'acteur peut se targuer d'être l'initiateur indispensable de tout le processus. La question clé devient alors « à qui le retrait fait-il le plus de tort », et non « combien nous en coûte-t-il » ou « combien l'ennemi y gagne-t-il? »

II

Dans le cas de désengagement, ce qui compte, ce n'est pas le succès ou la victoire en tant que tels mais le succès ou la victoire (par substitution) en tant que motivation pour de nouvelles décisions en politique étrangère. Dans le schéma décisionnel de Snyder et de ses collègues, les motivations se sont avérées une des variables les plus difficiles à traiter. Snyder et Paige ont finalement contourné le problème en ayant recours aux objectifs plutôt qu'aux motivations – c'est-à-dire l'état de choses souhaité pour l'avenir, tel qu'il se déduit des actes ou de certaines déclarations qu'ils ont appelées « exposés des motifs »²⁰. Pour les Français en Indochine, cette « incitation à la

19. Stéphane Bernard donne une remarquable typologie des conflits coloniaux et de leurs résultats; elle est applicable aux autres situations révolutionnaires où se produisent des interventions extérieures; voir BERNARD, *op. cit.*, pp. 101-124.

20. PAIGE, *The Korean Decision...*, pp. 7 et 296.

motivation » émanait du désir d'obtenir une victoire, à l'origine sur le Viêt-minh, plus tard, sur les Américains. Le fait d'envisager la situation sous un autre angle permettait de réorienter une motivation et d'amorcer une nouvelle politique, non souhaitée jusque-là, sans la considérer comme une défaite ou comme l'abandon d'objectifs antérieurs.

La victoire par substitution constitue ainsi une façon par laquelle une *motivation inchangée*, au moyen de *perceptions modifiées*, rend possible une *action différente*. Un tel changement de perceptions fournit « l'occasion d'une décision » qui diffère de façon marquante des occasions de décision traitées par les théoriciens de l'analyse décisionnelle²¹. Les études existantes, dont celle de Paige, *The Korean Decision* est la seule d'importance qui soit publiée, se concentrent toutes sur les décisions en temps de crise. Les décisions de crise surviennent, du point de vue des dirigeants, quand quelque chose d'inattendu nécessite une action, que des valeurs importantes sont en cause et que le temps disponible pour agir est court²². Ce sont des circonstances où même un refus d'agir est évidemment une décision, dont l'évolution peut, en théorie, être tracée et analysée. On y perçoit inmanquablement un stimulus précis, avec une urgence de la situation²³.

Mais imaginons une situation où n'apparaît aucun signal suscitant le besoin de choisir une nouvelle ligne d'action. Les changements dans les conditions internes et externes suivent une courbe régulière sans coupures abruptes ; on ne distingue aucun seuil critique. Dans un univers idéal, des révisions régulières des politiques permettraient de réexaminer des décisions à intervalles réguliers, en cherchant des façons de modifier les estimés du rapport coût-bénéfice original. Dans une situation où les événements dépassent constamment les possibilités de l'attention humaine, les politiques ne font l'objet que d'une révision purement formelle à moins qu'elles ne soient confrontées par l'une ou l'autre des caractéristiques d'une crise – surprise, menace ou délai limité²⁴. Si les motivations ou les objectifs demeurent inchangés, une impasse n'est pas suffisante en elle-même comme stimulus d'une décision. L'histoire des États-Unis eu égard aux négociations de paix sur le Viêt-nam le prouve. Draper a d'ailleurs établi une longue liste de ce qui aurait pu constituer des « occasions de décision » pour l'arrêt des bombardements et la négociation²⁵. De même, seulement six mois avant les Accords de Genève, les dirigeants français ont totalement ignoré les propositions de négociation qu'Hô Chi Minh avait retransmises par la voix de *l'Expressen* de Suède²⁶.

21. Snyder et ses collègues parlent bien d'une situation où un changement de motivation rend possible la continuité d'une forme d'action et le diagramme de Herman, son cube situationnel, donne une place précise au choix dont l'occasion ne repose ni sur la tension, ni sur la surprise, ni sur la menace. Hermann soutient, cependant, que les occasions de décisions sont toujours des réalités objectives, extérieures par rapport aux dirigeants. Voir SNYDER, BRUCK, et SAPIN, *op. cit.*, p. 146 ; Charles F. HERMANN, « International Crisis as a Situational Variable », dans James N. ROSENAU, éd., *International Politics and Foreign Policy: A Reader* (2^e éd. révisée), New York, 1969.

22. Charles Hermann commence à développer une nouvelle conception du degré d'intensité d'une crise. Voir Robinson et Snyder, *op. cit.*, p. 442 : « Par décisions qui se rapprochent le plus de situations de crise, nous avons identifié les décisions qui sont prises sans planification préalable, en fonction d'un temps de réponse alloué très court et dont les conséquences sont lourdes en termes de valeur en jeu. » Cf. PAIGE, *op. cit.*, p. 276 et HERMANN, « International Crisis as a Situational Variable... », *op. cit.*

23. ROSENBAUM, « Success in Foreign Policy... »

24. Karl W. DEUTSCH, *The Nerves of Government*, New York, 1963, particulièrement p. 162.

25. Theodore DRAPER, *Abuse of Power*, New York, 1967.

26. Robert RANDLE, *Geneva 1954*, Princeton, 1969.

La victoire par substitution survient précisément dans les situations qui ne sont pas caractérisées par un état de crise ou simili-crise. La lutte contre la guérilla peut constituer une crise chronique mais elle n'est à aucun moment une crise dans le sens décisionnel du terme. Pourtant, il existe des conditions sous-jacentes (coûts et attitudes de l'opinion publique) qui prédisposent les dirigeants soit à profiter d'une occasion soit, dans un certain sens, à en créer une en modifiant leurs perceptions de la situation. L'ennemi de substitution devient alors l'intermédiaire idéal que permet de créer l'occasion d'une décision. Cela laisse évidemment un problème de minutage²⁷. Faute de crise, qu'est-ce qui permet d'entrevoir une victoire par substitution? Pourquoi témoigner de l'hostilité aux États-Unis, aux Grecs, au régime de Saïgon ou aux *colons* à un moment plutôt qu'à un autre? On doit s'en remettre à une série de tendances convergentes, issue de l'insatisfaction montante, de la pression des coûts et du choix unanime d'un ennemi de substitution éventuel.

Les coûts et l'insatisfaction associés à la guerre d'Indochine ne peuvent être retracés que de façon très approximative. Les tableaux I à III reproduisent les chiffres publiés pour les niveaux de forces engagées, les pertes humaines et les dépenses budgétaires de la guerre, qui sont les indicateurs de coût les plus probants²⁸. Ils ne permettent pas de prédire un changement de politique à un moment précis dans le temps²⁹. Si l'on se fie aux coûts, le désengagement aurait pu survenir à n'importe quel moment entre 1947 et 1954, ou alors, la guerre aurait pu continuer aussi longtemps que l'engagement américain au Viêt-nam ou celui de la France en Algérie. La clé de l'énigme doit se situer au niveau de l'importance ressentie mais celle-ci ne ressort pas directement des chiffres. Les chiffres n'ont de l'importance que parce que les dirigeants comme l'opinion publique y avaient accès.

Les coûts suggèrent une situation que corroborent les quelques données disponibles sur l'opinion publique. Les conditions de la guerre deviennent de plus en plus déplaisantes sans pour autant parvenir à susciter une crise au sens décisionnel du

27. Comme le constate Stéphane Bernard, « La décolonisation a beau être irréversible, le moment où les Européens décident de s'avouer vaincus n'en dépend pas moins d'eux, pour une part ». (BERNARD, tome II, p. 279, n. 6). Bien entendu, nous soutenons personnellement qu'il ne s'agit pas tellement d'admettre la défaite que de s'y adapter en recherchant un autre type de victoire.

28. La précision de ces chiffres est évidemment trompeuse. On se querelle de nos jours même sur les coûts faramineux et minutieusement examinés que les Américains ont supportés au Viêt-nam; en effet, la seule allocation des dépenses budgétaires au chapitre de la guerre est déjà la source de désaccords interminables (Voir les divers écrits de I. F. STONE; particulièrement celui de 1969, p. 8 où il donne un sommaire de ses récriminations. On peut également mettre en cause les niveaux de forces: Comment, dans ce type de guerre, évaluer la contribution de troupes alliées ou de soutien, même si on s'entend sur leur nombre? (Considérez le chiffre de 350 000 Français en Indochine à la fin de la guerre, que donne John Mecklin; si ce chiffre comprend les forces des États associés et du Royaume du Viêt-nam du Sud, il est trop faible mais s'il ne les comprend pas, il est trop élevé. Les troupes de l'Empire français ont-elles le même impact psychologique que celles de la métropole? La question de l'heure était évidemment le recours imminent au contingent, c'est-à-dire aux forces du service militaire obligatoire.

29. John Mueller parvient à relier les attitudes américaines à l'égard des guerres de Corée et du Viêt-nam au logarithme des pertes humaines; dans le cas de la guerre d'Indochine, les changements dans l'opinion et dans le niveau des pertes sont insuffisants pour étayer une telle thèse. Voir John E. MULLER, « Trends in Popular Support for the Wars in Korea and Viêt-nam », *American Political Science Review*, LXV, n° 7, juin 1971. Et que faire des chiffres des pertes britanniques à Chypre alors que l'année la plus difficile (1956) ne connaît que 69 Britanniques tués? (*Annual Review*, 1957). Il n'existe d'ailleurs pas de chiffres sur l'opinion publique anglaise qui permettent de qualifier d'impopulaire ce combat.

TABLEAU I

Forces françaises en Indochine – chiffres publiés

décembre 1946 ^a	« Troupes françaises »	35 000
	renfort	10 000
	Total des forces	45 000
11 mars 1949 ^b	Armée	116 000
	Marine	8 500
	Aviation	4 500
	Total des forces	129 000
17 octobre 1950 ^c	Corps expéditionnaire français	166 000
	Soldats vietnamiens	126 000
	« un tiers » de l'aviation française	6 000
	Total des forces	298 000
9 mai 1951 ^d	Soldats de la Métropole	51 000
	Légion étrangère	18 000
	Nord-Africains	26 000
	Africains	15 000
	Indochinois	56 000
	Personnel de l'Air et de la Marine pour la plupart Français	17 000
	Auxiliaires locaux	42 000
	« Corps expéditionnaire français » (ce chiffre ne comprend pas les armées des États associés du Viêt-nam, mais comprend 6 849 des 31 178 officiers de l'armée française et 31 957 des 110 657 sous-officiers)	225 000
1 ^{er} juin 1952 ^e	« Force » de 561 000 (dont 310 000 dans les armées des États associés soit 251 000 des Forces de l'Union française)	
20 novembre 1952 ^f	Forces terrestres	187 527
	Forces navales	11 893
	Forces aériennes	9 691
	Gendarmerie	3 442
	« Forces de l'Union française » (dont 82 000 Français ; les armées des États associés ne sont apparemment pas comprises dans ce chiffre)	212 553
16 décembre 1952 ^g	« Corps expéditionnaire en Indochine » (dont 50 000 de la France métropolitaine. Ce chiffre comprend 8 000 officiers – 26% des officiers français – et 33 000 sous-officiers – 37%)	175 000
19 décembre 1952 ^h	« Corps expéditionnaire français »	256 000
	Armées des États associés	243 000
	Total des forces	449 000

a. *Keesing's*, 1946–48, p. 9013.b. Débats de l'Assemblée nationale, *Keesing's*, 1946–48, p. 9920.c. Débats de l'Assemblée nationale, *Keesing's*, 1950–52, p. 11009.d. Conférence de M. Létourneau, ministre des États associés, devant l'*Anglo-American Press Association* à Paris, *Keesing's*, 1950–52, p. 11476.e. *Le Monde*, 21/22 juillet 1954 ; *Keesing's*, 1952–54, p. 13741.f. Déclaration du Ministère de la Défense à Paris, *Keesing's*, 1952–54, p. 12959.g. Déclaration de M. Létourneau au Conseil de l'OTAN, *Keesing's*, 1952–54, p. 12733.h. Débats de l'Assemblée nationale, *Keesing's*, 1952–54, p. 12964.

TABLEAU II
Pertes françaises en Indochine – chiffres publiés

23 septembre 1945 au 31 décembre 1948 ^a	« Pertes totales »	14 128
1946 – 31 mars 1951 ^b	de la Métropole	9 925
	Légionnaires	4 893
	Nord-Africains	4 762
	Africains	1 345
	Indochinois	8 002
	Personnel naval et aérien français	1 000
	« Pertes totales »	29 937
	(y compris 1 432 officiers ; semble signifier tués et disparus)	
1946 – octobre 1952 ^c	morts et disparus (dont 21 250 Indochinois, donc sans doute 28 246 Français et de l'Union française)	49 496
1945 – 1 ^{er} octobre 1952 ^d	tués, disparus, blessés ou prisonniers	90 000
1945 – début 1953 ^e	tués, blessés ou disparus, plus de (y compris 70 000 membres du corps expéditionnaire français)	100 000
1945 – 1 ^{er} juin 1954 ^f	tués, morts de maladie ou disparus : Forces de la Métropole	19 000
	Légionnaires français, Nord-Africains, Africains	30 000
	Auxiliaires	43 000
	« Pertes totales »	92 000
	(plus 114 000 blessés ou malades et 28 000 prisonniers)	

a. Débats de l'Assemblée nationale, *Keesing's*, 1946–48, p. 9920.

b. Conférence de M. Létourneau, ministre des États associés, à l'*Anglo-American Press Association* à Paris, le 9 mai 1951, *Keesing's*, 1950–52, p. 11476.

c. Déclaration du Ministre de la Défense à Paris, 20 novembre 1952, *Keesing's*, 1952–54, p. 12959.

d. M. Létourneau au Conseil de l'OTAN le 16 décembre 1952, *Keesing's*, 1952–54, p. 12733.

e. Débats de l'Assemblée nationale, 28 octobre 1953, *Keesing's*, 1952–54, p. 13231.

f. *Le Monde*, 21/22 juillet 1954, *Keesing's*, 1952–54, p. 13741.

terme. C'est le cas de la plupart des guerres insolubles et des réactions qu'elles suscitent dans les métropoles. Nous savons, par exemple, que même quand une majorité d'Américains en est venue à souhaiter la fin de la guerre au Viêt-nam, elle s'est manifestée de façon tellement disparate et si lente que le gouvernement s'est senti parfaitement libre d'établir ses politiques à sa guise ³⁰. Cela semble avoir été le cas en Corée également ³¹. Pour la France en Indochine, nous disposons de beaucoup moins

30. Sidney VERBA *et al.*, « Public Opinion and the War in Viêt-nam », dans *American Political Science Review*, LXI, n° 2, juin 1967 ; Nelson POLSBY, « Hawks, Doves and the Press », *Trans-Action*, avril 1967 ; S. M. LIPSET, « Doves, Hawks, and Polls », dans *Encounter*, XXVII, n° 4, octobre 1966.

31. John E. MUELLER, « Trends in Popular Support for the Wars in Korea and Viêt-nam », dans *American Political Science Review*, LXV, n° 7, juin 1971 ; Joel T. CAMPBELL et Leila S. CAIN, « Public Opinion and the Outbreak of War », *Journal of Conflict Resolution*, IX, n° 3, septembre 1967.

TABLEAU III

Coûts de la Guerre d'Indochine pour la France — chiffres publiés

Estimé budgétaire pour les forces outre-mer en 1950 ^a	120 000 000 000 francs
Fonds alloués au budget pour les forces outre-mer en 1950	143 000 000 000 francs
1946 — au 31 mars 1951 ^b	coût entre 700 000 000 000 et 800 000 000 000 francs
10 juin 1952 ^c	coûts officiels des dépenses militaires en Indochine
	1945 — 3 200 000 000 francs
	1946 — 27 000 000 000 francs
	1947 — 53 310 000 000 francs
	1948 — 89 700 000 000 francs
	1949 — 130 000 000 000 francs
	1950 — 210 000 000 000 francs
	1951 — 313 000 000 000 francs
	estimé du total à la fin de 1952
	2 000 000 000 000 francs
Aide américaine ^d	1947 — 0
	1950 — 110 000 000 000 francs
	1951 — 110 000 000 000 francs
	1952 — 200 000 000 000 francs
	aide prévue en 1953
	269 000 000 000 francs
16 décembre 1952 ^e	coûts à la France — 1952 459 000 000 000 francs
	1945 à la fin 1952 1 280 000 000 000 francs
1 ^{er} juin 1954 ^f	coûts totaux — un peu plus de 3 000 000 000 000 francs (dont 4/5 à la France et 1/5 aux États-Unis)

a. Débats de l'Assemblée nationale du 17 octobre 1950, *Keesing's*, 1950-52, p. 11042.

b. Déclaration de M. Létourneau, ministre des États associés à l'*Anglo-American Press Association* à Paris, le 9 mai 1951, *Keesing's*, 1950-52, p. 11476.

c. *Le Monde*, 10 juin 1952, *Keesing's*, 1952-54, p. 12964.

d. Débats de l'Assemblée, 19 décembre 1952, *Keesing's*, 1952-54, p. 12964.

e. M. Létourneau devant le Conseil de l'OTAN, le 16 décembre 1952, *Keesing's*, 1950-52, p. 12731.

f. *Le Monde*, 21-22 juillet 1954, *Keesing's*, 1952-54, p. 13741.

de données mais elles semblent confirmer cette hypothèse aussi bien du point de vue des dirigeants que des analystes.

Les seuls chiffres disponibles sont ceux de l'Institut français d'opinion publique et de sa revue, *Sondages* ³². L'IFOP a posé des questions sur l'Indochine à plusieurs reprises au cours de la guerre ; la dernière série de questions portait sur les Accords de Genève ³³. Les questions portaient sur les politiques favorisées ³⁴. On peut les classer

32. Il n'y a pas lieu de croire que d'autres chiffres étaient à la disposition des dirigeants français. Les enquêtes de l'USIA ne posent que des questions générales sur les attitudes face aux autres pays ; bien qu'elles révèlent une baisse de la popularité des États-Unis en France qui semble refléter l'état des choses lors de la crise de Suez, rien ne semble suggérer une relation avec l'Indochine. Quoi qu'il en soit, l'adoption des États-Unis comme « ennemi de substitution » serait une perception trop élitiste et trop à court terme pour apparaître dans ce type d'enquête. Voir Richard J. MERRIT et Donald J. PUCHALA, éd., *Western European Perspectives on International Affairs*, New York, 1968.

33. Les enquêtes citées ont eu lieu en janvier 1947 ; juillet 1949 ; octobre 1950 ; avril 1953 ; février et août-septembre 1954.

34. Cela crée des problèmes, outre ceux de non-comparabilité des échantillons et des questions. Voir MUELLER, *op. cit.*, particulièrement page 367, il estime que de telles enquêtes sont inutiles. Pour les

entre réponses de « faucons » et de « colombes » – en faveur de mesures militaires plus énergiques ou en faveur de politiques plus pacifiques que celles qui étaient en vigueur au moment de l'entrevue³⁵. En termes concrets, cela signifie soit l'envoi de troupes additionnelles soit la négociation. Le tableau IV montre l'évolution de l'opinion avec un déclin régulier des faucons en faveur des colombes. Là encore, cependant, on ne peut déceler d'indice qui aurait pu montrer qu'à un moment précis, l'opinion pourrait forcer une décision. Le tableau V explique pourquoi. C'est le seul tableau décomposé, donné selon les préférences politiques ; elles sont reliées aux affiliations partisans qui sont vraisemblablement les distinctions les plus importantes aux yeux des dirigeants d'une coalition centriste instable comme toutes celles de la IV^e république. En février 1954, le consensus en faveur de la négociation n'atteignait que 42%. Si les divisions des années antérieures tenaient encore, – il semblerait intuitivement qu'elles se soient maintenues – les partisans de la négociation se recrutaient surtout chez les communistes et (dans une moindre mesure) chez les socialistes. Dans le reste de la population, c'est-à-dire, la majorité, les partisans de la négociation se voyaient presque rattrapés par les partisans de l'intensification du combat et surtout par ceux qui refusaient de se prononcer sur n'importe quelle politique. Même en février, une impressionnante masse de 29% se désistaient. Toutes les données d'opinion publique française révèlent une large part d'indécision ou d'indifférence³⁶. Cela complique évidemment la tâche des interprètes³⁷. Dans le monde réel de la vie politique française, cela ne semble pas vouloir signifier uniquement de l'indifférence ou de l'ignorance mais également un refus méfiant de l'engagement.

Pour l'Indochine, ces données sur l'opinion publique confirment, si faiblement soit-il, l'image d'une insatisfaction grandissante mais qui ne semble pas avoir la force de provoquer une décision politique. On pouvait s'attendre à ce que des minorités substantielles s'opposent à toute décision d'escalade ou de retrait. Le message de l'opinion, si par hasard on y prêtait attention, demandait somme toute la continuation de la politique à long terme décrite dans *Sondages*, comme la combinaison « des opérations militaires d'envergure limitée » et « des négociations politiques partielles »³⁸. Dans ces conditions, on pouvait bien s'attendre à ce que les négociations demeurent très partielles.

Avant juin 1954, l'opinion parlementaire ne donna aucune directive non plus quant à un changement de politique. L'insatisfaction à l'égard de la situation en Indochine allait évidemment en s'accroissant. Après la chute de Dien Bien Phu, deux voix seulement maintinrent Laniel en pouvoir. Un mois plus tard, treize voix le firent choir. Mais en mars de la même année, après une « semaine indochinoise », des majorités de 86, 57 et 49 rejetaient tout changement à la politique indochinoise³⁹.

fins de cette étude, ce qui importe, c'est que ces données étaient les seules disponibles – le fondement de n'importe quelle prédiction de la part des dirigeants à propos des réactions populaires.

35. « Faire appel aux Américains » est classifié comme politique de colombes puisque l'appel est clairement envisagé comme une alternative plutôt que comme complément à l'effort français.

36. Par exemple, en 1958, l'IFOP, citait 35% des « sans opinion » sur l'avenir de l'Algérie.

37. Par exemple, *Sondages* interprète les chiffres d'avril 1951 comme consacrant la préférence pour une solution plus énergique ; les préférences militaristes sont certes à la hausse mais les chiffres laissent croire que les colombes sont passées dans le camp des indécis – comme si le désaccord sur les préférences était la seule chose qui avait progressé (*Sondages*, 1953, n° 3).

38. *Sondages*, 1954, n° 4.

39. *Keesing's*, 1953-54.

TABLEAU IV

Préférences françaises en ce qui concerne la politique en Indochine de 1947 à 1954 (en pourcentage des répondants)

	janvier 1947	juillet 1949 ^c		octobre 1950		avril 1951	mai 1953	février 1954	août-septembre 1954 (Armistice) ^d
Réponses de « faucons » ^a	37	22	19	30	27	32	19	9	21
Réponses de « colombes » ^b	42	58	56	50	53	31	58	62	72
Sans opinion	21	20	25	20	20	37	23	29	7
TOTAUX	100	100	100	100	100	100	100	100	100

^a Comprend : rétablir l'ordre ; envoyer des renforts ; continuer la guerre ; l'accord (d'armistice) est une capitulation ; la France aurait pu obtenir de meilleurs termes.

^b Comprend : accorder ou reconnaître l'indépendance ; négocier ; faire appel à l'ONU ou aux États-Unis ; se retirer, « autres solutions » ; (en ce qui concerne l'armistice) l'accord a été un succès, ou, du moins, ce qu'on pouvait obtenir de mieux dans les circonstances.

^c Presque tous ces chiffres proviennent du tableau récapitulatif dans *Sondages*, n° 4, 1954, avec les regroupements entre « faucons » et « colombes » tel qu'indiqués ; les premières colonnes de chiffres pour juillet 1949, octobre 1950 et avril 1951 sont calculées à partir de données tirées de *Sondages*, 1953, n° 3.

^d Ce sont les réponses à la question : « Quelle opinion avez-vous concernant le cessez-le-feu en Indochine parmi les suivantes ? » Elles ne sont probablement pas comparables à ce qui semble avoir été une série de questions ouvertes sur l'avenir du type « À votre avis, que devrait-on faire en Indochine à l'heure actuelle ? »

TABLEAU V

Préférences françaises, par affiliation partisane, en mai 1973, en ce qui concerne l'Indochine — (Pourcentage)

	Tous	Parmi ceux qui expriment une opinion	Par affiliation à un parti					Tous	
			P.C.F.	S.F.I.O.	R.G.R.	M.R.P.	Modérés	R.P.F.	Février 1954
Rétablir l'ordre ; envoyer des renforts	15	19	0	11	23	20	19	36	7
Négocier avec le Viêt-minh	35	46	56	45	29	31	27	20	42
Retrait (immédiat)	15	19	34	16	14	10	11	8	18
Politique plus énergique sinon retrait	4	5	—	—	—	—	—	—	2
Faire appel à l'ONU et aux Américains	6	8	0	7	5	10	10	10	1
Autres solutions	2	3	—	—	—	—	—	—	1
Sans opinions	23	—	10	7	29	29	33	26	20
TOTAUX	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tiré de *Sondages*, 1953, n° 3 (Chiffres pour février 1954, tirés de *Sondages*, 1953, n° 4).

Alfred Grosser résume ce parlement dans un titre : « Rien que de l'opposition ⁴⁰ ». On pourrait difficilement endosser la conclusion de Furniss selon qui M. Mendès France fut élu parce que lui seul pouvait trancher le nœud gordien ⁴¹. Comme pour tous les autres indicateurs, au Parlement, c'est l'impasse. Mais il n'indique pas comment et à quel moment il eût fallu en sortir – quoique, dans un contexte parlementaire, l'option mendésiste de négociation semblait plus évidente qu'ailleurs.

La chute de Dien Bien Phu n'était pas non plus le signal clair et précis d'un changement de politique, quoiqu'on puisse en penser rétrospectivement. En soi, la défaite n'a pas créé l'occasion d'une décision sur la négociation et le désengagement. Quand le siège commença à tourner au désastre, la réaction française fut de demander un appui aérien aux États-Unis. Il a été démontré qu'au moment de la requête, cette aide aurait fort bien pu se matérialiser ⁴². La décision américaine de ne pas voler au secours de la France scella le sort de la garnison ⁴³. C'était davantage le refus américain que la perte du camp qui mena à la décision française d'abandonner le combat que les Américains espéraient poursuivre par personne interposée.

L'évidence saute aux yeux quand on examine le compte rendu de la défaite que donne l'historien de Dien Bien Phu, Bernard Fall. C'était, écrit-il, « une bataille décisive », comme la première bataille de la Marne, de Stalingrad ou de Midway. Mais cela signifie :

Bien que les hostilités ont continué après la bataille elle-même – parfois pendant des années – tout le « ton » du conflit, si l'on peut dire, avait changé. Un des protagonistes avait perdu l'espoir d'atteindre quelque objectif majeur qu'il ait cherché à obtenir dans la guerre ⁴⁴.

En bref, les participants à une « bataille décisive » peuvent fort bien ne pas être conscients de son importance ; elle représente, de façon significative, une sorte de point d'équilibre ou point de non-retour ⁴⁵. Comme l'écrit Hammer, cette défaite « n'avait pas une importance stratégique déterminante ⁴⁶ ». Les fortifications du camp semblaient avoir été conçues pour une bataille clé qui aurait permis d'emprisonner et

40. Robert DAHL, éd., *Political Opposition in Western Democracies*, New Haven, 1966.

41. Edgar S. FURNISS, *The Office of the Premier in French Foreign Policy-Making*, Princeton, 1965, p. 15.

42. RANDLE, *Geneva 1954*, chapitre 10.

43. La décision américaine de 1954 était clairement une décision de crise. Adam Yarmolinsky la décrit : « L'administration Eisenhower a eu beaucoup de chance. Sa décision critique quant à l'escalade au Viêt-nam – la décision de ne pas intervenir à Dien Bien Phu – fut présentée comme une étape clé à ne pas confondre avec quoique ce soit de moins important. » Comme le souligne Yarmolinsky, les implications nucléaires du conflit étaient évidentes même pour ceux qui comme l'amiral Radford et le vice-président Nixon, favorisaient l'intervention ; ils semblent avoir espéré, en fait, une attaque nucléaire préventive contre la Chine. La décision devrait être prise avant la capitulation du camp. L'erreur de calcul française qui avait permis que survienne le siège servit de rappel salutaire quant à l'optimisme délirant des militaires et aux conséquences de fautes de jugement nouvelles. (Richard M. PFEFFER, éd., *No More Vietnams?*, New York, 1968, p. 22.

44. FALL, *op. cit.*, p. vii.

45. Fall ajoute également, de façon confuse : « Une concentration aérienne plus grande que celle dont disposaient les assiégés n'aurait pu changer le cours de la Guerre d'Indochine, mais elle aurait pu sauver Dien Bien Phu. » (FALL, 1966, p. 454). La thèse est valable si l'on suppose que la puissance aérienne aurait été le petit miracle sans lendemain, cadeau des États-Unis, sans impliquer un engagement accru de leur part dans la guerre. Ou alors, Fall s'imagine ce qui serait survenu si les Français avaient eu eux-mêmes suffisamment de soutien aérien pour délivrer la garnison. Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que la bataille en tant que telle n'a pas forcé le retrait français.

46. Ellen J. HAMMER, *The Battle for Indochina Continues*, Palo Alto, 1955, p. 4.

de détruire une bonne partie des forces ennemies. En tant qu'espoir de victoire militaire, l'aventure s'est retournée contre la France.

Mais après la défaite, le gouvernement Laniel a subsisté pendant un mois. Elle a eu lieu presque deux mois avant l'évacuation de Genève; les forces françaises contrôlaient toujours une part bien plus grande du territoire et de la population que ce que les Américains n'ont jamais pu tenir⁴⁷. En 1950, la France avait pu supporter le «vrai désastre» de Cao Bong – trois mille morts alors que le niveau des forces s'établissaient à 150 000 et que les pertes antérieures ne dépassaient pas 30 000⁴⁸. À Dien Bien Phu, avec un niveau de forces trois fois plus élevé, les pertes s'établirent à quelque 4 000 hommes. Il est vrai qu'il y eut plus de 8 000 prisonniers, mais on se doit de préciser que moins de 25% des troupes impliquées étaient françaises et qu'aucun n'était conscrit⁴⁹. Peut-être peut-on saisir l'importance exacte de Dien Bien Phu en imaginant que la bataille ait été gagnée avec le concours américain, comme la plupart des observateurs s'entendent pour dire que c'eût été possible⁵⁰. Les Français n'en auraient pas été davantage capables de reconquérir l'Indochine mais il semble peu probable que les Accords de Genève auraient été négociés⁵¹.

Cependant, même après la chute de la forteresse, rien ne poussait de façon impérieuse à quitter l'Indochine. Les Français auraient toujours pu refuser de négocier avec un ennemi qu'ils ne reconnaissaient pas. Une majorité parlementaire ténue aurait pu maintenir Bidault et Laniel au pouvoir et ignorer la conférence. Si Laniel avait à écoper pour Dien Bien Phu, rien n'empêchait de le remplacer par un autre ministre centriste qui n'aurait pas compris Mendès France. Après Cao Bang, une autre fois en octobre 1953 ainsi qu'en mars et en mai 1954, l'Assemblée avait refusé de répondre à l'appel de M. Mendès France en faveur de négociations – pourquoi la perte d'un camp retranché sans importance stratégique vitale, cédé à l'ennemi par pure incompétence, aurait-elle fait changer l'Assemblée d'avis en juin, à peine six semaines plus tard?

Ainsi, ni les coûts encourus, ni l'opinion publique, ni le Parlement, ni même les événements extérieurs ne permettaient d'expliquer ou de prédire un changement de politique en juin 1954 – et encore moins que la France percevrait ce retournement comme une victoire plutôt que comme une défaite. Dien Bien Phu et Genève n'ont pris de l'importance que parce qu'ils ont été transformés en occasion de décision. Le lien – le mécanisme qui permet de sortir de l'impasse – semble résider dans une perception nouvelle de la situation. L'investiture de Mendès France, tout comme un retrait négocié, était une solution possible depuis longtemps. Nous ne pouvons expliquer ce choix qu'en termes généraux d'accumulation de coûts et d'insatisfactions. Pour déterminer comment le choix a été posé – ce qui implique également d'expliquer pourquoi il a été fait à un moment donné – on peut retracer et expliquer en partie un

47. La ligne de cessez-le-feu a été ajustée à Genève à l'avantage de la France, mais même le territoire physiquement occupé était passablement plus grand que le territoire sous contrôle américain, par la suite.

48. Jean-Raymond TOURNOUX, *Secrets d'État*, Paris, 1966, pp. 15-16.

49. *L'Année politique*, 1954, p. 213.

50. FALL, *op. cit.*, RANDLE, *op. cit.*

51. Les Français n'avaient signé qu'un «cessez-le-feu»; ils se sont évertués à le démontrer. Mais bien entendu, ils comprenaient les implications pour le retrait (Voir Jean LACOUTURE et Philippe DEVILLERS, *La fin d'une guerre – Indochine 1954*, Paris, 1960.

changement chez les dirigeants de la France et dans les perceptions des élites. C'est ce changement qui a provoqué le renversement de politique. Nous devons dès lors définir de plus près comment les choses étaient perçues par ceux qui ont décidé de modifier la politique française.

La distinction à établir ici repose sur la conception de l'opinion publique. Les dirigeants, quand ils s'en préoccupent, ne peuvent que deviner l'état de l'opinion sur une question même quand cet état est plus apparent et moins ambigu qu'à propos d'une impasse militaire⁵². Après tout, les gens qui dirigent un pays ne doivent pas chercher midi à quatorze heures avant de découvrir que ces guerres sont impopulaires, mais qu'il ne se présente pas d'occasion pour prendre une décision. Dans une situation sans issue, comme celle dont il est question, les perceptions qui importent sont celles du groupe qui peut décider de changer quelque chose, c'est-à-dire les dirigeants éventuels. Dans un cadre d'analyse décisionnel :

La liste des dirigeants éventuels comprend tous ceux qui ont le pouvoir de prendre ou de mettre en œuvre des décisions, qui sont tenus responsables des actes officiels, ceux dont les fonctions les amènent à formuler des politiques et à planifier l'exécution de ces politiques au nom de ceux qui en sont responsables et, finalement ceux dont les fonctions influencent, directement ou indirectement les autres groupes⁵³.

Sur une longue période de temps, ce groupe finit par comprendre tous ceux qui sont susceptibles d'être choisis ou élus à de tels postes. Il en vient à équivaloir à la notion générale d'élite de pouvoir. On constate qu'un tel groupe a une forme d'expérience commune et, face à diverses questions, des perceptions similaires. Cela ne veut pas dire que les membres de ces groupes n'ont pas de perceptions spécifiques mais simplement qu'à titre de groupe qui affronte une série de problèmes et prend des décisions en conséquence, ses éléments conçoivent les choses de façon compatibles entre eux avec une perception sous-jacente commune. En l'absence d'incitations extérieures ou intérieures, c'est aux perceptions de cette élite qu'on doit songer pour expliquer un changement de politique.

III

Il semble exister un type d'indicateur public des perceptions qu'a une élite sur des questions générales d'orientation politique. On songe ici aux éditoriaux de quelques journaux qu'elle lit et prend au sérieux.

Une étude internationale d'importance a montré que certains journaux « de prestige » révèlent dans leurs éditoriaux, une corrélation élevée avec ce qu'on appelle les attitudes de l'élite. *Le Monde*, à titre de successeur du *Temps*, a été compris dans cette étude⁵⁴. Bernard Berelson, dans son introduction au rapport sur les journaux de prestige, attire l'attention sur les applications erronées ou hâtives des résultats généraux et abstraits de l'étude⁵⁵. Les journaux de prestige sont nécessairement en désaccord avec le Gouvernement sur des politiques spécifiques. En général, il est

52. Milton J. ROSENBERG, « Images in Relations to the Policy Process: American Public Opinion on Cold War Issues », dans H. C. KELMAN, éd. *International Behavior*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1965 ; « Attitudes Change and Foreign Policy in the Cold War Era », dans James N. ROSENAU, éd., *Domestic Sources of Foreign Policy*, New York, 1967.

53. SNYDER et FURNISS, *American Foreign Policy...*, p. 92.

54. Ithiel de Sola POOL, *The « Prestige » Papers*, Stanford University Press, Stanford, Calif., 1962.

55. POOL, *op. cit.*, p. vi.

difficile de déterminer dans quelle mesure les journaux de prestige persuadent l'élite à adopter le point de vue effectif des dirigeants et dans quelle mesure ils reflètent un ensemble de perceptions communes. Mais en juin 1954, le Parlement choisit un gouvernement engagé sans équivoque envers une nouvelle politique qu'il entreprit immédiatement de mettre en œuvre. La nouvelle politique fut massivement appuyée par l'opinion publique et l'élite. Le journal de prestige en question soutint à la fois le nouveau gouvernement et la nouvelle politique. Dans ces circonstances, les raisonnements tenus dans les éditoriaux du journal de prestige semblaient devoir correspondre d'assez près à une part importante des perceptions des dirigeants. Dans les termes de Snyder et Paige, les éditoriaux paraissent susceptibles de comprendre les « déclarations de motifs » qu'utilisent les dirigeants pour justifier les décisions de politiques vis-à-vis d'eux-mêmes et du pays⁵⁶. Et comme dans ces conditions, les dirigeants étaient sur la même longueur d'onde que toute l'élite, il semble justifié de considérer ces éditoriaux comme autre chose qu'une simple influence. D'une façon plus précise, les éditoriaux constituaient les indicateurs des attitudes et perceptions qui rendirent possible le changement de politique auquel nous faisons allusion.

Les éditoriaux pertinents sont ceux qui parurent dans *Le Monde* au cours des dix mois qui commencèrent le 1^{er} mars 1954. Cette période couvre le changement des attitudes et de la politique française qui aboutit au désengagement de la France en Indochine⁵⁷. Le 13 mars, l'Assemblée nationale, mettant fin à une « semaine indochinoise », rejeta rondement l'appel de Mendès France en faveur de négociations directes, avant Genève, avec le Viêt-nam. Également le 13 mars, l'attaque en force sur Dien Bien Phu débuta. Le mois de mars connut ainsi une réaffirmation des attitudes et des politiques antérieures ainsi que le début d'actions militaires qu'on jugeait importantes. À la fin de décembre (1954), la France et les États associés du Viêt-nam signaient un accord qui octroyait une indépendance économique et financière complète aux États associés et qui, dans les faits, signifiait l'abandon de l'ultime influence française au Laos et au Cambodge, tout comme les Accords de Genève l'avaient consacré pour le Viêt-nam lui-même. Entretemps, dans les mots d'André Siegfried, « tout un système ancien d'hégémonie... (était)... en train de disparaître rapidement⁵⁸ ». Au cours de la période de mars à décembre 1954, on peut retracer tout le processus du changement au niveau des perceptions et des politiques, à savoir, la formulation d'une victoire par substitution.

Entre mars et décembre 1954, *Le Monde* a publié 264 éditoriaux, un par jour de la semaine. La colonne unique de gauche « à la une » du *Monde* constitue l'éditorial, parfois intitulé « Bulletin de l'étranger », mais le plus souvent sans titre particulier⁵⁹.

56. SNYDER, BRUCK et SAPIN, *op. cit.*, p. 146.

57. En janvier 1954, à la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Berlin (les quatre Grands), on avait décidé de convoquer une autre conférence, qui aurait lieu plus tard dans l'année, pour discuter des questions concernant l'Extrême-Orient, y compris l'Indochine. À cette époque, Français et Viêt-minh insistaient de part et d'autre sur les concessions que l'adversaire devait consentir avant même d'entamer les discussions sur un armistice. En janvier, les Français semblaient conserver quelque espoir d'obtenir des succès militaires, le plan Navarre venait de commencer ainsi que la fortification malheureuse de Dien Bien Phu. À la mi-février, on décida que la Conférence de Genève débiterait le 26 avril. Les deux premiers mois de 1954 n'étaient marqués, pour les Français, que de préparatifs pour la conférence et de la poursuite d'un combat qui n'était pas plus sans espoir qu'il ne l'avait été par le passé (*Année politique*, 1954).

58. *L'Année politique*, 1954, p. vii.

59. De temps à autre, le rédacteur en chef, Hubert BEUVE-MÉRY, ajoutait une colonne en première page. L'article était alors signé « S » ou « Sirius ». Au cours de cette période, Sirius a signé trois articles dont

TABLEAU VI

*Éditoriaux sur l'Indochine**mars*

- 14/15 – Reprise diplomatique
- 21/22 – La Chine à Genève
- 31 – M. Dulles croit à la force

avril

- 3 – Le cinquième Grand
- 7 – La paix en danger
- 8 – La négociation nécessaire
- 9 – Entente cordiale en Asie?
- 15 – OTAN asiatique
- 25/26 – Décongestionner la guerre?
- 27 – Le Viêt-nam associé aux É.-U.
- 28 – Espoir en M. Eden
- 29 – De Genève à Colombo
- 30 – La double fiction

mai

- 6 – M. Dulles devant le Congrès
- 11 – Internationalisation ou compromis
- 12 – Bases de discussion
- 13 – Rajustement à Washington
- 14 – Exigences insoutenables
- 16/17 – Le marché de M. Molotov
- 21 – Divergences anglo-américaines sur le Sud-Est asiatique
- 25 – Rien n'est joué
- 27 – Vers le partage?
- 29 – Un recours du Siam à l'ONU?

juin

- 10 – Un autre Panmunjon
- 12 – Washington fait machine en arrière
- 17 – L'absence de la France
- 22 – Diplomatie française
- 24 – Un voyage de prospection
- 30 – Asie et CED

juillet

- 3 – Réactions à Londres et à Washington
- 13 – Responsabilités américaines
- 14 – Le choix de Washington
- 15 – L'Allemagne à l'arrière-plan de Genève
- 16 – Une alliance authentique
- 20 – Dernières hésitations
- 22 – (Les promesses de la paix – « Sirius »)
- 23 – Un compromis honorable

novembre

- 6 – Les É.-U. et l'Indochine
- 14/15 – De Colombo à Washington
- 18 – L'heure d'un choix en Indochine

décembre

- 8 – Les É.-U. mesurent leur aide au Viêt-nam
- 21 – Attitude commune en Viêt-nam?

Des éditoriaux classiques, 42 étaient consacrés à l'Indochine. Cela signifie que 42 articles pensés et réfléchis ont été composés sur la guerre et sa résolution, chacun représentant un sixième de l'espace réservé aux éditoriaux par semaine. En avril et en mai, il y a eu dix éditoriaux sur l'Indochine dont cinq successivement. On trouvera la liste de ces éditoriaux au tableau VI. On s'aperçoit, rien que d'après les titres, combien l'Indochine accaparait l'attention des éditorialistes au cours des mois essentiels d'avril à juillet ; ainsi, la CED, comparativement, ne fit l'objet d'éditoriaux que 26 fois pour la même période et jamais plus que sept fois en un mois (décembre).

L'identification d'une progression vers la victoire par substitution repose sur une lecture attentive de tous les éditoriaux traitant de l'Indochine. Un simple échantillon d'éditoriaux ne permettrait pas de saisir le cheminement du raisonnement ou même les moments d'intensification et de concentration de l'intérêt que suscitait la question. On utilise ici ce qu'Alexander George appelle l'analyse de contenu « qualitative » par opposition à l'analyse « quantitative »⁶⁰.

deux sur d'autres sujets que l'Indochine et le troisième sur les termes de l'armistice. Ce seul article de Sirius est conforme avec la thèse défendue à propos des autres éditoriaux, mais on n'en a pas tenu compte dans l'analyse si ce n'est pour le citer à la fin de l'article.

60. Une analyse de contenu quantitative, basée sur le décompte des mots ou des symboles, ne parviendrait qu'à donner des mesures grossières d'hostilité et d'amitié à partir d'un nombre aussi limité de

Tel qu'appliquée à l'étude de la propagande, l'analyse de contenu qualitative cherche à déterminer la présence ou l'absence de certains thèmes, évalués à la lumière de tout le document étudié et des connaissances de l'analyste sur l'intention persuasive qu'ont les auteurs du message. Les déclarations de motifs peuvent être considérés, d'une certaine manière, comme une « auto-propagande », c'est-à-dire, une projection d'un sentiment national perçu. Il s'agit là de communications à fonction justificative ou persuasive, aux arguments desquelles l'élite et les dirigeants seraient susceptibles de réagir. Dans le cas du retrait français d'Indochine, les éditoriaux révèlent une progression de fausses alternatives. À mesure que les choix se succédaient les uns après les autres, les États-Unis devenaient l'ennemi de substitution par excellence.

IV

La motivation première de la France en Indochine semble avoir été le besoin viscéral de demeurer une Grande Puissance. Le Général de Gaulle pouvait, des années plus tard, compenser la perte de l'Empire par l'acquisition de la *force de frappe*. En 1954, le statut était fondé sur des caractéristiques plus diffuses. Pour Gasswell et Kaplan en 1950, « la France représentait une puissance majeure » par opposition aux super-puissances qu'étaient les États-Unis, la Russie et la Grande-Bretagne ; en 1950, la Chine n'était qu'une puissance moyenne ⁶¹. Dès 1954, cette échelle allait devoir être modifiée avec la Grande-Bretagne descendant d'un échelon et la Chine la rejoignant. Pourtant, quand *Le Monde* faisait allusion à la Chine à titre de « cinquième Grand » – et avec raison –, la France demeurait la *quatrième* ⁶². Pour maintenir cette position, la France estimait qu'elle avait besoin de conserver l'Union française, y compris l'Indochine, mais sans poursuivre cette guerre inutile et débilite. La guerre était en outre profondément humiliante : une vraie Grande Puissance n'est pas contrée par des rebelles ; elle ne peut être victime du chantage d'un vassal asiatique ; elle n'a pas le droit de mener une guerre coloniale à coups de compromis. Idéalement, une Grande Puissance du XX^e siècle se devait d'être indépendante des vraies super-puissances – et pourtant, la France subissait des pressions de part et d'autre. « L'arrêt des hostilités en Indochine était la condition préalable de tout redressement français » déclarait l'éditorial sur l'accord de Genève (22 juillet). La fin de la guerre, nécessaire pour préserver l'indépendance et la force qui seules pouvaient donner à la France un droit

déclarations, disséminées sur une si courte période de temps. Dans les études sur les communications qui ont précédé le déclenchement de la Première Guerre mondiale, un grand nombre de communications entre de nombreuses personnes, sur des sujets variés, permettaient une étude de grande envergure. Et pourtant, même dans ce cas-là, on ne parvint qu'à rendre compte des variables d'attitudes et de perceptions les plus générales. Voir Dina A. ZINES, « The Expression and Perception of Hostility in Pre-war Crisis, 1914 », dans J. David SINGER, éd., *Quantitative International Politics : Insights and Evidence*, New York, 1968 ; dans le même ouvrage : Ole HOLSTI, Robert C. NORTH et Richard A. BRODY, « Perception and Action in the 1914 Crisis » ; Robert JERVIS, « The Costs of the Scientific Study of Politics : An Examination of the Stanford Analysis Study », dans *International Studies Quarterly*, 11, n° 4, décembre 1967 ; voir aussi Alexander GEORGE, « Quantitative and Qualitative Approaches to Content Analysis », dans Ithiel de Sola POOL, éd., *Trends in Content Analysis*, Urbana III, 1959, particulièrement p. 9 et encore Dorwin CARTRIGHT, « Analysis of Quantitative Material », dans L. FESTINGER et D. KATZ, éd., *Research Methods in the Behavioral Sciences*, New York, 1953, pp. 421 et 429.

61. Harold LASSWELL et Abraham KAPLAN, *Power and Society*, New Haven, 1950, p. 258.

62. Subséquemment, toutes les citations du journal *Le Monde* sont de 1954. Nous nous contenterons d'en indiquer les dates en cours de texte.

outre que purement formel à la grandeur, signifiait la perte de l'Indochine. La perte d'une large tranche de l'Union française (déjà menacée en Afrique du Nord, également) allait entraîner la perte d'un potentiel qui seul conférait à la France sa puissance. Le statut et la paix étaient inconciliables et pourtant, tous deux s'imposaient. Comme le disait *Le Monde*, « Le Gouvernement français se trouve ainsi placé dans un tragique embarras » (3 avril).

La France s'en sortit par ce qui, techniquement, représentait l'exploitation la plus complète des possibilités offertes par la politique classique du « système D » ou la « débrouillardise » (*Fortwurst, muddling through*)⁶³. Dans ce contexte, les choix de politiques ne sont posés que dans le cadre des alternatives possibles les plus *immédiates*, sans plan ou perspective à long terme. Une manipulation habile, l'impact à court terme d'une diplomatie dont le talent fait la réputation de la France, permettent de donner le change à chaque étape et de prétendre choisir une politique aussi librement que les Puissances le font. Les dirigeants d'un pays peuvent alors rester aveugles devant une réalité première, à savoir qu'une véritable Grande Puissance est capable de déterminer dans une certaine mesure le cadre du choix, l'urgence et le minutage de la décision et les résultats attendus. Il n'existait pas de choix réels pour la France à cette époque ou, quand elle faisait semblant de faire face à des options, celles-ci n'avaient pas de sens à ce titre.

Par rapport à l'Indochine, on découvre rétrospectivement une véritable chaîne d'options fausses. Il n'est pas question de poursuivre « ...une guerre chaque jour plus difficile, dans des conditions chaque jour plus discutables, voire condamnables » (7 avril). Dès lors, n'importe quelle solution qui promet de mettre fin à la guerre a l'avantage d'empêcher la poursuite de la guerre et constitue, au minimum, le moindre de deux maux. Cela explique l'enthousiasme pour le plan Navarre qui devait mettre fin à la guerre par une campagne audacieuse et décisive. Cette solution s'étant avérée infructueuse (comme ce serait le cas de toute solution en deçà de la capitulation totale), on l'a considérée comme l'équivalent à l'état de guerre préalable dont elle devait être le substitut. L'étape suivante, par contraste, semblait très attirante. Après l'échec du plan Navarre, l'espoir s'est reporté sur les effets d'une menace d'intervention américaine directe. « Il n'est pas de succès possible en Indochine sans une intervention américaine », entend-on dire à la fin de mars. Cependant, *Le Monde* découvre déjà les failles de l'idée : « une intervention américaine dont il serait bien étonnant d'ailleurs qu'elle ne provoquât pas une intervention chinoise, préparant ainsi la base à l'extension du conflit » (31 mars). C'est-à-dire, l'éternel recommencement et peut-être pire parce qu'il y a toujours la menace de voir l'intervention américaine se traduire par une guerre nucléaire. L'étape suivante fut celle des négociations, déjà évoquées dans l'éditorial précité qui intimait l'ordre au gouvernement français de dire aux États-Unis « ...ou bien vous assurez la relève, ou bien vous nous aidez à négocier » (31 mars). Très rapidement, les négociations semblent ne pas vouloir se matérialiser, ramenant la France à la même impasse à moins de consentir des concessions considérables. Elle s'y refuse en alléguant des alternatives tellement peu plausibles qu'elles furent reléguées aux oubliettes presque instantanément. « Les Occidentaux

63. Voir dans Braybrooke et Gindblom, le processus qu'ils intitulent « progression disjointe » (*disjointed incrementation*). Cette méthode semble encore plus caractéristique en politique étrangère qu'en politique intérieure pour laquelle ils donnent divers exemples (David BRAYBROOKE et Charles E. LINDBLOM, *A Strategy of Decision: Policy Evaluation as a Social Process*, New York, 1963).

n'auraient-ils pas eux-mêmes à rechercher – parallèlement à une négociation de paix ou d'armistice – les moyens les plus efficaces de donner aux peuples d'Asie le goût d'assurer leur propre liberté? » (8 avril) se demandait la France, en avril, avec un peu de désinvolture? La France ne pourrait-elle pas choisir la négociation sous la forme d'une version nouvelle, démocratisée de la « mission civilisatrice »? C'est à peine si pendant quelques instants elle a pu sembler le faire. Et la guerre continue... deux semaines plus tard, on la décrit comme « ...chaque jour pour la France un peu plus insupportable » (25/26 avril). Le choix – concessions ou guerre nucléaire – est maintenant apparent :

Ce à quoi sont condamnés deux mondes qui ont de plus en plus de mal à se comprendre, c'est ou se faire la guerre, ce qu'à l'époque de la bombe H peu de gens responsables souhaitent réellement, ou à rechercher des compromis. Pour l'Indochine, on ne voit que deux formules possibles : le partage et la neutralisation (11 mai).

Le compromis a maintenant pris une forme spécifique et sa vertu provient du contraste avec la guerre thermonucléaire (la poursuite de la guerre, comme notion, comprend maintenant le cycle de l'intervention, l'extension et la guerre nucléaire). On tente visiblement de démontrer – en partie à raison – que les besoins du moment reposent sur d'autres pays que la France seule. À ce stade, la France, en choisissant une paix humiliante, pouvait prouver aux yeux du monde son abnégation en évitant un conflit catastrophique. Par la suite, une fois la paix rétablie, elle continuait avec grandeur et majesté, à choisir une solution au *statu quo* intolérable. Contemplant les désordres au Viêt-nam du Sud au milieu de novembre, *Le Monde* écrit :

Si les États-Unis y consentent, les deux pays (États-Unis et France) auraient à se mettre d'accord pour favoriser la constitution d'un gouvernement sud-vietnamien pouvant capter les différentes tendances nationales – gouvernement qui, suivant la lettre et l'esprit de l'armistice, jouerait la fin de l'unité (18 novembre).

À titre d'unique solution concevable à la réalité hideuse, cette solution ne pouvait aboutir qu'à un échec retentissant, même avec le consentement américain que de toute manière on n'aurait jamais obtenu. Comme auparavant, la France n'avait d'autre choix que de voir venir.

Cependant, ce dernier énoncé de solutions fictives présentait une particularité que n'avaient pas les déclarations intérieures : une volonté de travailler avec les États-Unis et une admission tacite de la dépendance française. Il s'agit peut-être là d'une forme particulière de magnanimité de la part du vainqueur à l'endroit de l'ennemi substitut. Une fois que l'éventualité d'une intervention américaine s'est estompée, un des éléments majeurs de la politique française devint l'assertion vitupérante de l'indépendance à l'égard des États-Unis. Chaque décision prise sans le concours de l'alliée – comme ce fut le cas de chacune des étapes successives et cruciales des négociations – devenait, en quelque sorte l'affirmation d'un statut et, donc un triomphe, fût-ce sur un soi-disant allié plutôt que sur un ennemi. Une sensation de domination flatte l'amour-propre national. L'impact de l'action indépendante française se trouva renforcé par l'attitude américaine. Les États-Unis, refusant de voir que la France ne pouvait agir autrement, désapprouvaient chaque fois davantage la moindre concession, retraite ou reculade française. La France défiait les États-Unis aussi bien sur l'ensemble de la question que dans les détails et chacun de ses actes rentrait dans cette perspective. Si la France n'avait pas été impliquée dans cet effort de

rhétorique sur des options fausses, elle aurait probablement conclu qu'elle aussi, en définitive, désapprouvait les concessions qu'elle était obligée de faire. Même à cela, rien ne pouvait l'empêcher de constater en toute justice que «...les réalités sont les réalités pour tout le monde, pour les États-Unis comme pour la France». À toute fin pratique, elle avait raison d'excuser les États-Unis de manquer de réalisme (3 juillet). Entretemps, la France *agissait* de façon réaliste même si elle s'illusionnait en pensée ; en effet, soutenir qu'il s'agissait d'un « compromis honorable » revenait à ne tenir compte que des quelques légères concessions imposées aux États-Unis en omettant les énormes sacrifices que la France avait dû consentir.

Dans son « triomphe » sur les États-Unis, la France sauvait l'honneur ; elle impliquait en outre toutes sortes de nuances pour les relations entre les deux pays. Vue sous un angle, la satisfaction personnelle, encourageante sur le plan psychologique révélait bien la prise de conscience française du « recul constant de notre influence dans les affaires mondiales » principalement en faveur des États-Unis (17 juin). Les frustrations se traduisent par de l'agressivité manifeste. L'affirmation de « la contradiction existante entre une politique occidentale d'inspiration américaine et les intérêts réels des peuples asiatiques », s'ajoutant à une préoccupation mineure mais réelle à l'endroit des Asiatiques, se transforma en une rancœur amère en raison du peu d'influence que la France pouvait avoir sur eux (29 avril). Les hommages rendus à Eden, qui ne prisait guère John Foster Dulles non plus, confirment cette image de l'antagonisme, tout comme le font les déclarations qui font allusion, avec aigreur, à « la tendance à se passer de nous et à confier la direction générale du monde à l'alliance anglo-américaine ... » (30 juin). Cette volonté de triompher des États-Unis et des Britanniques quand ceux-ci s'alignent sur la politique américaine est uniquement, de ce point de vue, une autre facette du besoin ressenti par la France d'être traitée en Grande Puissance, de s'affirmer vis-à-vis d'amis étant donné qu'elle en est incapable vis-à-vis d'ennemis.

Dans les déclarations françaises, cependant, on découvre également la conviction qu'il existe une divergence fondamentale entre les intérêts américains et français en Indochine. Tout porte à croire qu'elle est justifiée. La situation française n'était pas celle de la Chine nationaliste, c'est-à-dire celle d'un état inféodé et obéissant, tout à fait incapable de poursuivre sa propre politique (comme ce fut le cas de Chang Kai-chek et surtout de Park en Corée). En 1954, la dimension coloniale de la guerre d'Indochine – la plus importante pour la France – était perdue ; l'empire attendait au mieux une liquidation élégante. L'anticommunisme était la seule justification pour la poursuite de la guerre. Les hommes d'État américains craignaient avec angoisse que l'Asie du Sud-Ouest ne s'ouvre à l'expansion communiste après la perte de l'Indochine. Le pacte de l'OTASE démontre bien leurs inquiétudes constantes, tout comme, bien sûr, la deuxième guerre du Viêt-nam. La France, dès le début, avait beaucoup moins d'intérêts à ce niveau et partageait avec les États-Unis une réticence profonde à envoyer ses jeunes se battre en Asie. La France ne voulait pas servir de portier américain en Asie. En avril 1954, le Congrès national du *Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient et des forces françaises d'Indochine*, évoquant une déclaration du Général de Lattre de Tassigny en 1951, résumait les objectifs français dans la guerre d'Indochine :

1. Respecter la parole que la France a donnée de défendre l'indépendance des États d'Indochine ;
2. Défendre l'intégrité de l'Union française et permettre son épanouissement ;

3. Défendre la dernière barrière que le monde oppose à l'impérialisme en Asie (6 avril).

L'opposition à l'impérialisme (communiste) en Asie ne vient qu'en dernière position et n'a clairement qu'une importance secondaire (il n'est pratiquement jamais mentionné ailleurs). On sent de plus en plus que « la France n'a ni le goût ni les moyens de continuer la guerre en Asie pour le seul avantage des États-Unis » (31 mars). Les États-Unis, alliés nominaux, donnent l'impression à la France de profiter de la présence de troupes françaises en Asie du Sud-Est. Les pressions américaines en faveur de la ratification de la CED au Parlement français ne font qu'empirer les choses. On interpréta cette manœuvre comme une tentative de se servir de la France comme rempart contre le communisme en Europe également, avec une Allemagne réarmée et une France affaiblie par l'épuisement de ses forces en Asie. « La France a le droit absolu de compter sur ses alliés dans une période diplomatique difficile », affirme-t-on (13 juillet). La France estima qu'elle ne bénéficiait pas d'un appui suffisant de la part des États-Unis, ni moralement, ni matériellement. Les relations se tendirent alors que la perspective d'une intervention s'estompa et que les États-Unis refusèrent de reconnaître la Chine communiste. Au milieu de l'été 1954, du point de vue français, les États-Unis étaient bien moins que l'ami qu'ils se prétendaient. « On mesure ainsi la difficulté de la tâche de M. Mendès France qui n'a pas seulement à négocier avec les adversaires de la France mais aussi dans une large mesure – et difficilement – avec l'un de ses alliés » (14 juillet). Dans cette déclaration, et dans un contexte plus général, les États-Unis reçoivent le même traitement, sinon le titre, que l'adversaire. Et quand la France, après d'immenses sacrifices, obtint la paix, elle put célébrer une vraie victoire sur son « allié » dans la mesure où celui-ci voulait une guerre qu'elle ne voulait plus. L'affirmation d'indépendance, quel que soit le caractère mesquin du ton utilisé, était également l'assertion d'une réalité, étayée par un geste émanant d'une puissance dotée d'un certain statut. Il en fut de même pour le rejet de la CED, si disgracieux qu'ait été le procédé. Créature américaine bien plus que politique française, elle s'inscrivait dans le même contexte, quoiqu'on puisse se demander, dans ce cas précis, s'il y avait réelle divergence d'intérêts entre les deux nations.

À l'été 1954, la France était prête à se retirer d'Indochine. L'opinion publique était favorable – mais d'une façon ambiguë – à l'arrêt des hostilités, comme elle l'avait été auparavant. Mais les coûts et l'insatisfaction accumulés n'avaient pas atteint un niveau ou pris une forme qui eussent pu préparer les dirigeants français à renverser une politique si ce changement risquait de mener à l'admission d'une défaite française. On était clairement dans l'impasse et ni l'armée, ni la politique permettaient d'en sortir. La perte de Dien Bien Phu, suivie de la Conférence de Genève offrit le contexte nécessaire au transfert du conflit sur les États-Unis, l'allié qui demandait instamment que l'on poursuive la guerre sans accorder aux combattants l'appui militaire ou le soutien diplomatique nécessaires. Un changement dans les perceptions de l'élite française permit aux dirigeants de considérer la retraite d'Indochine comme une victoire : elle se transforma en une victoire par substitution sur les États-Unis. La transformation du sens même de la fin de la guerre permit au parlement de choisir Pierre Mendès France en tant que président du Conseil avec un mandat clair en faveur d'un armistice et de la paix. Le changement au niveau des perceptions de l'élite ne pouvait être prévu pour un moment précis. Cependant, comme ci-dessus, on peut le retracer dans les éditoriaux des journaux de prestige par analyse de contenu qualitative.

La forme d'une victoire par substitution, où des concessions inévitables sont camouflées par des triomphes quotidiens en termes de domination exercée à l'endroit d'un allié dont les intérêts ne coïncident pas, ne semble pas constituer l'option la plus réaliste possible pour quelque nation que ce soit, petite ou grande. Néanmoins, en Indochine, elle permet de reformuler une solution déplaisante. À ce titre, elle a une valeur indéniable. Le jugement du *Monde* sur l'armistice de Genève demeure valable à cet égard pour tout règlement similaire :

De toute nécessité il fallait... rompre ce cercle infernal. Le premier résultat obtenu, rien n'est encore assuré, mais la confiance renaît, et tout ou presque tout redevient possible (22 juillet).

Ou encore, une victoire, fût-ce par substitution, vaut toujours mieux que rien du tout !